

RF

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 40.892/2/V

DE LA SECTION DE LÉGISLATION DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre des vacations, saisi par le Ministre des Affaires étrangères, le 12 juillet 2006, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un avant-projet de loi "portant assentiment aux actes internationaux suivants :

- 1° le Septième Protocole additionnel à la Constitution de l'Union postale universelle;
- 2° le Règlement général de l'Union postale universelle;
- 3° la Convention postale universelle et le Protocole final, et
- 4° l'Arrangement concernant les services de paiement de la poste,

faits à Bucarest le 5 octobre 2004", a donné le 7 août 2004 l'avis suivant :

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique de l'avant-projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, l'avant-projet appelle les observations ci-après.

1. L'article 15 de la Convention postale universelle, tel qu'il a été modifié lors du Congrès de Bucarest de 2004, relatif aux envois non admis, interdictions, dispose comme suit :

"2. Interdictions visant toutes les catégories d'envois (...)

2.1.2. les objets obscènes ou immoraux (...).

8.1. Le traitement des envois admis à tort ressortit aux Règlements. Toutefois, les envois qui contiennent des objets visés sous 2.1.1., 2.1.2. et 3.1. ne sont en aucun cas acheminés à destination, ni livrés aux destinataires, ni renvoyés à l'origine. Si des objets visés sous 2.1.1. et 3.1. sont découverts dans des envois en transit, ces derniers seront traités conformément à la législation nationale du pays de transit".

Cette disposition doit être examinée à la lumière de l'article 29 de la Constitution, en vertu duquel le secret des lettres est inviolable, et de l'article 25 de la Constitution, qui dispose que la censure ne pourra jamais être établie.

2. Dans son arrêt n° 202/2004 du 21 décembre 2004, la Cour d'arbitrage a jugé ce qui suit :

"B.12.2. Si le secret des lettres a pu être conçu comme absolu, lors de l'adoption de la Constitution, il ne peut être fait abstraction aujourd'hui, pour en déterminer la portée, d'autres dispositions constitutionnelles ainsi que de conventions internationales.

Les articles 15 et 22 de la Constitution, qui garantissent respectivement l'inviolabilité du domicile et le droit au respect de la vie privée et familiale, sont liés à l'article 29 et participent de la même volonté du Constituant de protéger l'individu dans sa sphère privée afin de permettre son développement et son épanouissement.

.../...

Si l'article 29 de la Constitution ne prévoit, explicitement, aucune restriction au droit fondamental qu'il consacre, une telle restriction peut néanmoins se justifier si elle est nécessaire pour assurer le respect d'autres droits fondamentaux. Tenu de garantir notamment la liberté individuelle (article 12, alinéa 1^{er}, de la Constitution), le droit à la vie (article 2 de la Convention européenne des droits de l'homme) et le droit de propriété (article 16 de la Constitution et article 1^{er} du Premier Protocole additionnel à la Convention européenne des droits de l'homme), le législateur se doit d'organiser une répression efficace des atteintes qui sont portées à ces droits fondamentaux par des activités criminelles, ce qui peut rendre nécessaires des restrictions au secret des lettres, pour autant que ces restrictions soient proportionnées au but légitime poursuivi".

3. Dans cette interprétation, la disposition en projet est compatible avec l'article 29 de la Constitution.

L'interdiction est susceptible de porter sur des imprimés. Comme l'a relevé l'assemblée générale de la section de législation du Conseil d'État, se fondant notamment sur l'arrêt du Conseil d'État 89.368 du 28 août 2000, Vanhecke :

"18. (...) lorsque la distribution d'imprimés relève des missions de service public de La Poste, l'exercice d'un contrôle préalable pour déterminer si ces imprimés peuvent ou non être distribués constitue une mesure préventive interdite par l'article 25, alinéa 1^{er}, de la Constitution.

(...)

19. (...)

Dans la mesure où la proposition vise donc aussi des envois ne relevant pas des obligations de service public des opérateurs concernés, elle se heurte à une autre objection, déduite cette fois de l'article 25, alinéa 2, de la Constitution.

La responsabilité en cascade instaurée par cette disposition constitutionnelle n'implique pas une obligation positive pour le distributeur, qui est libre de ne pas distribuer des écrits qu'il estimerait constituer des délits de presse ¹, moyennant toutefois le respect de l'obligation de non-discrimination prévue par l'article 2, § 4, de la loi du 25 février 2003 tendant à lutter contre la discrimination et modifiant la loi du 15 février 1993 créant un Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme.

Toutefois, à peine de faire échec à l'article 25, alinéa 2 de la Constitution, le législateur ne peut considérer comme constituant une faute, même civile, distincte de celle de l'auteur, le fait pour un distributeur d'assurer la distribution

⁽¹⁾ Réf. Bruges, 26 avril 2000, AM, 2000, 3, 330 note D. Voorhoof; J. dr. jeunes, 2001 (sommaire) 203, 59; R.W., 2000-2001, 848.

d'écrits constitutifs de délit de presse ². Ce faisant, la loi imposerait en effet au distributeur de contrôler préalablement la légalité des écrits qu'il distribue, et donc d'exercer lui-même une forme de censure. Il se déduit de l'article 25, alinéa 2, de la Constitution que la liberté de la presse implique que, lorsque l'auteur leur est connu et est domicilié en Belgique, l'éditeur ou le distributeur ne peuvent être tenus légalement de vérifier le contenu des écrits, ni que leur responsabilité pourrait être engagée pour ne pas l'avoir fait.

20. La section de législation du Conseil d'État relève cependant que plusieurs engagements internationaux de la Belgique, notamment l'article 13 du Traité C.E., la directive n° 2000/43/CE relative à la mise en oeuvre du principe de l'égalité de traitement entre les personnes sans distinction de race ou d'origine ethnique, l'article 20, § 2, du Pacte international relatif aux droits civils et politiques et l'article 4 de la Convention internationale du 7 mars 1966 sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale ³, lui imposent de prendre des mesures positives tendant à garantir la non-discrimination raciale. Certaines dispositions conventionnelles internationales, notamment l'article 10, § 2, de la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, combiné éventuellement avec les articles 14 et 17 de la même Convention, et l'article 19, § 2, du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, combiné éventuellement avec les articles 5, § 1^{er}, et 26, du même Pacte, peuvent rendre admissibles, à de très strictes conditions, éclairées notamment par la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme ⁴ et du Comité des droits de l'homme des Nations Unies ⁵, des restrictions à la liberté de la presse et à la liberté

(2) Selon la Cour de cassation, la règle de la responsabilité en cascade inscrite à l'article 25, alinéa 2, de la Constitution, ne fait toutefois pas obstacle à ce que l'éditeur soit rendu civilement responsable d'une faute propre consistant en la publicité tapageuse et dommageable donnée à un article publié, pareille faute étant distincte de la faute de l'auteur (Cass., 29 juin 2000, J.M.L.B., p. 1589, obs. F. Jongen; Recente cassatie 2001, p. 35, obs. D. Voorhoof).

(3) Voy. not. la recommandation générale n° 15-42 relative à l'interprétation de l'article 4 précité, émanant du Comité des Nations Unies pour l'élimination de la discrimination raciale, chargé par les articles 8 et suivants de la Convention précitée du 7 mars 1966 d'en contrôler le respect.

(4) C.E.D.H., Jersild c/ Danemark, 23 septembre 1994; Lehideux et Isorni c/ France, 23 septembre 1998, n° 53; Sander c/ Royaume-Uni, 9 mai 2000, n° 23.; Garaudy c/ France, 24 juin 2003. Voy. aussi la jurisprudence de la Commission européenne des droits de l'homme, résultant notamment des décisions suivantes : affaire des Asiatiques d'Afrique orientale, déc. du 10 octobre 1970, rapport du 14 décembre 1973; Glimmerveen et Hagenbeek c/ Pays-Bas, 11 octobre 1979, D.R., n° 18, p. 187; X. c/ Allemagne, 16 juillet 1982, D.R., n° 29, p. 194; Kühnen c/ Allemagne, 12 mai 1988, D.R., n° 56, p. 205; Remer c/ Allemagne, 6 septembre 1995, D.R., 82-A, p. 117; Nationaldemokratische Partei Deutschlands c/ Allemagne, 29 novembre 1995; Marais c/ France, 24 juin 1996, D.R., 86-A, p. 184; DI c/ Allemagne, 26 juin 1996.

(5) Comité des droits de l'homme des Nations Unies, Faurisson, 8 novembre 1996.

d'expression, dont on ne peut exclure, selon cette jurisprudence, qu'elles aient la nature de mesures préventives ou dérogatoires au régime en vigueur en Belgique de la responsabilité en cascade en matière de presse.

Si le législateur devait estimer que les obligations positives tendant à garantir la non-discrimination raciale peuvent impliquer, le cas échéant, des mesures du type de celles qui sont envisagées par la proposition à l'examen, l'admissibilité de pareilles mesures nécessiterait en tout cas la révision préalable, en ce sens, de l'article 25 de la Constitution ⁶ ⁷.

4. L'article 37 de la Convention ne permet que des réserves présentées au Congrès. Or, il résulte de l'article VIII du Protocole final de la Convention postale universelle que la Belgique n'a pas émis de réserve à l'égard de l'article 15 de la Convention.

L'assentiment à cette Convention ne pourra donc être donné qu'après une révision de l'article 25 de la Constitution ⁸.

⁽⁶⁾ La déclaration de révision de la Constitution adoptée les 4 et 9 avril 2003 (Moniteur belge du 10 avril 2003, 2^e éd., pp. 18.319 et s.), ne permet pas aux chambres législatives actuelles de procéder à une pareille révision. L'article 25 de la Constitution n'est en effet soumis à révision qu'"en vue d'y ajouter un alinéa permettant d'élargir les garanties de la presse aux autres moyens d'information".

⁽⁷⁾ Avis 36.676/AV donné le 20 avril 2004 sur une proposition de loi "modifiant la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques, en vue de permettre un contrôle préalable à la diffusion d'imprimés à caractère raciste, xénophobe ou négationniste" (Doc. parl., Chambre, n° 51 0788/002).

⁽⁸⁾ Voir en ce sens l'avis 28.936/2, donné le 21 avril 1999 sur un avant-projet de loi portant assentiment au statut de Rome de la Cour pénale internationale, fait à Rome le 17 juillet 1998 (Doc. parl., Sénat, session 1999-2000, n° 329/1).

La chambre était composée de

Messieurs	M. HANOTIAU,	président de chambre,
	Ph. QUERTAINMONT,	conseillers d'État,
	F. DAOÛT,	
Madame	A.-C. VAN GEERSDAELE,	greffier.

Le rapport a été rédigé par M. X. DELGRANGE, premier auditeur.

LE GREFFIER,

LE PRÉSIDENT,

A.-C. VAN GEERSDAELE

M. HANOTIAU

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 40.892/2/V

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede vakantiekamer, op 12 juli 2006 door de Minister van Buitenlandse Zaken verzocht hem, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een voorontwerp van wet "houdende instemming met de volgende Internationale Akten :

- 1° het Zevende Protocol ter aanvulling van de Stichtingsakte van de Wereldpostvereniging;
- 2° het Algemeen Reglement van de Wereldpostvereniging;
- 3° de Wereldpostconventie en het Slotprotocol, en
- 4° de Overeenkomst betreffende de uitbetalingsdiensten van de post,

gedaan te Boekarest op 5 oktober 2004", heeft op 7 augustus 2004 het volgende advies gegeven :

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het vervangen is bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voormelde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het voorontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

1. Artikel 15 van de Wereldpostconventie, zoals dat gewijzigd is tijdens het Congres van Boekarest van 2004, en dat betrekking heeft op de "Niet-toegestane zendingen. Verbodsbepalingen" luidt als volgt :

"2. Verbodsbepalingen die alle categorieën van zendingen betreffen (...)

2.1.2. obscene en immorele voorwerpen (...)

8.1. De behandeling van de ten onrechte ontvangen zendingen wordt geregeld door de Reglementen. De zendingen die de in 2.1.1, 2.1.2 en 3.1 vermelde voorwerpen bevatten, worden nochtans in geen geval naar de bestemming verzonden, noch afgeleverd aan de geadresseerde, noch teruggezonden naar de plaats van herkomst. Wanneer er voorwerpen die bedoeld zijn in punt 2.1.1 en 3.1 in zendingen in doorvoer worden aangetroffen, worden die behandeld conform de nationale wetgeving van het doorvoerland."

Deze bepaling dient onderzocht te worden in het licht van artikel 29 van de Grondwet, krachtens hetwelk het briefgeheim onschendbaar is, en van artikel 25 van de Grondwet, waarin bepaald wordt dat de censuur nooit kan worden ingevoerd.

2. In arrest 202/2004 van 21 december 2004, heeft het Arbitragehof het volgende geoordeeld :

"B.12.2. Hoewel het briefgeheim, bij de aanneming van de Grondwet, nog als absoluut kon worden opgevat, kunnen thans, om de draagwijdte ervan te bepalen, andere grondwetsbepalingen alsmede internationale verdragen niet buiten beschouwing worden gelaten.

.../...

De artikelen 15 en 22 van de Grondwet, die respectievelijk de onschendbaarheid van de woning en het recht op eerbiediging van het privé- en het gezinsleven waarborgen, zijn verbonden met artikel 29 en gaan uit van dezelfde wil van de Grondwetgever om het individu in zijn privé-sfeer te beschermen teneinde zijn ontwikkeling en ontplooiing mogelijk te maken.

Ofschoon artikel 29 van de Grondwet expliciet in geen enkele beperking van het erin verankerde grondrecht voorziet, kan een dergelijke beperking echter worden verantwoord indien ze noodzakelijk is om de inachtneming van andere grondrechten te waarborgen. De wetgever, die ertoe gehouden is onder meer de vrijheid van de persoon (artikel 12, eerste lid, van de Grondwet), het recht op leven (artikel 2 van het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens) en het eigendomsrecht (artikel 16 van de Grondwet en artikel 1 van het Eerste Aanvullend Protocol bij het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens) te waarborgen, heeft de verplichting om de criminele activiteiten waarbij die grondrechten worden geschonden doeltreffend te bestraffen, waardoor beperkingen op het briefgeheim noodzakelijk kunnen worden voor zover zij evenredig zijn met het nagestreefde wettige doel."

3. Volgens die interpretatie is de ontworpen bepaling verenigbaar met artikel 29 van de Grondwet.

De verbodsbepaling kan betrekking hebben op drukwerk. De algemene vergadering van de afdeling wetgeving van de Raad van State heeft reeds op grond van arrest 89.368 van 28 augustus 2000 van de Raad van State (Vanhecke) geoordeeld dat :

"18. (...) wanneer het verspreiden van drukwerk tot de opdrachten van openbare dienst van De Post behoort, de uitoefening van een voorafgaande controle om na te gaan of dat drukwerk al dan niet kan worden verspreid, een preventieve maatregel is die bij artikel 25, eerste lid, van de Grondwet wordt verboden.

(...)

19. (...)

Voorzover het voorstel dus ook betrekking heeft op zendingen die niet tot de verplichtingen van openbare dienst van de betrokken operatoren behoren, stuit het op een ander bezwaar dat ditmaal voortvloeit uit artikel 25, tweede lid, van de Grondwet.

De getrapte verantwoordelijkheid die bij die grondwetsbepaling wordt ingevoerd, houdt geen positieve verplichting in voor de verspreider. Het staat de verspreider vrij om schriftelijke stukken die volgens hem een persmisdrijf vormen¹, niet te verspreiden, op voorwaarde evenwel dat hij de verplichting tot non-discriminatie nakomt die vervat is in artikel 2, § 4, van de wet van 25 februari 2003 ter bestrijding van discriminatie en tot wijziging van de wet van 15 februari 1993 tot oprichting van een Centrum voor gelijkheid van kansen en voor racismebestrijding.

De wetgever mag het feit dat een verspreider schriftelijke stukken verspreidt die een persmisdrijf vormen echter niet beschouwen als een - zelfs burgerrechtelijke - fout die los staat van die van de schrijver van het stuk², omdat hij anders tegen artikel 25, tweede lid, van de Grondwet zou ingaan. Zodoende zou de wet de verspreider immers verplichten om vooraf na te gaan of de stukken die hij verspreidt wel wettig zijn en hem dus verplichten om zelf een vorm van censuur uit te oefenen. Uit artikel 25, tweede lid, van de Grondwet valt af te leiden dat de persvrijheid inhoudt dat de uitgever of de verspreider, wanneer de schrijver hen bekend is en zijn woonplaats in België heeft, wettelijk niet verplicht kunnen worden om de inhoud van de schriftelijke stukken te controleren en evenmin aansprakelijk kunnen worden gesteld omdat ze dat niet hebben gedaan.

20. De afdeling wetgeving van de Raad van State wijst er evenwel op dat verscheidene internationale verbintenissen van België, inzonderheid artikel 13 van het EG-Verdrag, richtlijn nr. 2000/43/EG houdende toepassing van het beginsel van gelijke behandeling van personen ongeacht ras of etnische afstamming, artikel 20, lid 2, van het Internationaal Verdrag inzake burgerrechten en politieke rechten, en artikel 4 van het Internationaal verdrag inzake de uitbanning van alle vormen van rassendiscriminatie van 7 maart 1966³, België opleggen positieve maatregelen te nemen om discriminatie op grond van ras uit te sluiten. Sommige internationale verdragsbepalingen, inzonderheid artikel 10, lid 2, van het Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden, in samenhang eventueel met de artikelen 14 en 17 van hetzelfde Verdrag, en artikel 19, lid 2, van het Internationaal Verdrag inzake burgerrechten en politieke rechten, in samenhang eventueel met de artikelen 5, lid 1, en 26 van hetzelfde

(1) Kort geding, Brugge, 26 april 2000, AM, 2000, 3, 330, noot D. Voorhoof; J. dr. jeunes, 2001 (inhoud) 203, 59; RW, 2000-2001, 848.

(2) Volgens het Hof van Cassatie belet de regel van de getrapte verantwoordelijkheid vervat in artikel 25, tweede lid, van de Grondwet evenwel niet dat de uitgever burgerrechtelijk aansprakelijk wordt gesteld voor een persoonlijke fout die bestaat in het geven van opzienbarende en schadelijke ruchtbaarheid aan een gepubliceerd artikel, aangezien zulk een fout los staat van die van de schrijver (Cass., 29 juni 2000, JLMB, blz. 1589, opm. F. Jongen; Recente Cassatie 2001, blz. 35, opm. D. Voorhoof).

(3) Zie inzonderheid de algemene aanbeveling nr. 15-42 met betrekking tot de uitlegging van het genoemde artikel 4, die uitgaat van het Comité van de Verenigde Naties voor de uitbanning van rassendiscriminatie, dat bij de artikelen 8 en volgende van het genoemde Verdrag van 7 maart 1966 ermee belast is erop toe te zien dat het Verdrag wordt nageleefd.

Verdrag, kunnen, onder zeer strikte voorwaarden die onder meer worden toegelicht door de rechtspraak van het Europees Hof voor de Rechten van de Mens⁴ en van het Comité voor de Rechten van de Mens van de Verenigde Naties⁵, beperkingen op de vrijheid van drukpers en op de vrijheid van meningsuiting, geoorloofd maken, waarbij, volgens die rechtspraak, niet kan worden uitgesloten dat die beperkingen neerkomen op preventieve maatregelen of maatregelen waarmee wordt afgeweken van het in België geldende stelsel van de getrapte verantwoordelijkheid in drukpersaangelegenheden.

Ook al zou de wetgever van oordeel zijn dat de positieve verplichtingen die ertoe strekken discriminatie op grond van ras uit te sluiten, in voorkomend geval kunnen leiden tot maatregelen zoals die bedoeld in het voorliggende voorstel, dan nog is in ieder geval, voordat zulke maatregelen aanvaardbaar kunnen zijn, eerst een herziening van artikel 25 van de Grondwet in die zin nodig^{6,7}.

-
- (4) EHRM, Jersild t/ Denemarken, 23 september 1994; Lehideux en Isorni t/ Frankrijk, 23 september 1998, nr. 53; Sander t/ Verenigd Koninkrijk, 9 mei 2000, nr. 23; Garaudy t/ Frankrijk, 24 juni 2003. Zie ook de rechtspraak van de Europese Commissie voor de Rechten van de Mens, zoals die meer bepaald blijkt uit de volgende beslissingen : zaak van de Oost-Afrikaanse Aziaten, beslissing van 10 oktober 1970, verslag van 14 december 1973; Glimmerveen en Hagenbeek t/ Nederland, 11 oktober 1979, *D.R.*, nr. 18, blz. 187; X. t/ Duitsland, 16 juli 1982, *D.R.*, nr. 29, blz. 194; Kühnen t/ Duitsland, 12 mei 1988, *D.R.*, nr. 56, blz. 205; Remer t/ Duitsland, 6 september 1995, *D.R.*, 82-A, blz. 117; Nationaldemokratische Partei Deutschlands t/ Duitsland, 29 november 1995, Marais t/ Frankrijk, 24 juni 1996, *D.R.*, 86-A, blz. 184; DI t/ Duitsland, 26 juni 1996.
- (5) Comité voor de Rechten van de Mens van de Verenigde Naties, Faurisson, 8 november 1996.
- (6) De verklaring tot herziening van de Grondwet aangenomen op 4 en 9 april 2003 (Belgisch Staatsblad van 10 april 2003, tweede uitg., blz. 18.319 e.v.), biedt de Wetgevende Kamers thans niet de mogelijkheid het betrokken artikel in die zin te herzien. Artikel 25 van de Grondwet is immers alleen voor herziening vatbaar verklaard "om een lid toe te voegen teneinde de waarborgen van de drukpers uit te breiden tot de andere informatiemiddelen".
- (7) Advies 36.676/AV gegeven op 20 april 2004 over een voorstel van wet "tot wijziging van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven, teneinde een voorafgaande controle mogelijk te maken op de verspreiding van drukwerk met een racistisch, xenofob of negationistisch karakter" (Gedr. St., Kamer, nr. 51 0788/002)

.../...

4. In artikel 37 van de Conventie wordt enkel voorbehoud toegestaan dat tijdens het Congres is gemaakt. Nu is uit artikel VIII van het Slotprotocol van de Wereldpostconventie evenwel gebleken dat België geen voorbehoud heeft gemaakt bij artikel 15 van de Conventie.

Er kan dus eerst worden ingestemd met de Conventie nadat artikel 25 van de Grondwet is herzien ⁸.

⁽⁸⁾ Zie in dat verband advies 28.936/2, gegeven op 21 april 1999 over een voorontwerp van wet houdende instemming met het Statuut van Rome van het Internationaal Strafgerechtshof, gedaan te Rome op 17 juli 1998 (Gedr. St., Senaat, zitting 1999-2000, nr. 329/1).

De kamer was samengesteld uit

de Heren	M. HANOTIAU,	kamervoorzitter,
	Ph. QUERTAINMONT,	staatsraden,
	F. DAOÛT,	
Mevrouw	A.-C. VAN GEERSDAELE,	griffier.

Het verslag werd opgesteld door de H. X. DELGRANGE, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. R. ANDERSEN, eerste voorzitter van de Raad van State.

DE GRIFFIER,

DE VOORZITTER,

A.-C. VAN GEERSDAELE

M. HANOTIAU